

Le système éducatif burundais va clopin-clopant (page 3)



Le niveau des élèves chute, les programmes sont mal adaptés et les classes sont surchargées.

ECONOMIE



EACOA 2026

Quid de la valeur ajoutée pour le Burundi ? (page 2)

SANTE



Commune Mpanda

Une maladie inconnue fait des morts et inquiète les autorités sanitaires (page 5)

SPORT



Tour féminin Yennenga 2026

Odette Nsengiyumva porte les espoirs du Burundi (page 5)



Le journal se rapproche de ses lecteurs. Il va diffuser des informations en continue et en intégralité 24h/24.

Editorial

Les boissons alcoolisées en train de tuer la population à petit feu



Jean Marie Vianney Niyongabo,
Journaliste.

dans la plupart des ménages dans tout le pays. Dans les quartiers, dans les centres urbains et au niveau des collines, on rencontre des gens d'une tranche d'âge diversifiée entraîné de siroter ces boissons.

Les amateurs de ces boissons expliquent que la raison de cette situation est qu'elles ne sont pas chères comme les boissons de la Brarudi.

De plus, elles permettent à leurs consommateurs d'étancher leur soif rapidement à un coût abordable. Pourtant, les conséquences sont néfastes. Il a été constaté que les consommateurs de ces boissons sont souvent dans un état d'ébriété inouï. Nous les voyons toujours

dans les quartiers dans un état d'ivresse critique.

Certains perdent même connaissance jusqu'à ce qu'ils provoquent des dégâts dans les ménages tels que les VBGs, le banditisme et les bagarres. Ils sont même à l'origine des accidents routiers. Le pire est qu'il y a même des cas de décès déjà signalés suite à la consommation de ces boissons. Et d'ajouter que ceux qui en prennent deviennent inactifs et inefficaces.

Les parents et les élus du peuple alertent sur cette situation. Ils demandent de prendre des mesures strictes pour contrôler ou même empêcher l'entrée et la fabrication de ces boissons. Dans une plénière ces derniers jours, les élus du peuple

accusent le Bureau Burundais de Contrôle des Normes de Qualité BBN de ne rien faire pour contrôler l'entrée et la fabrication de ces boissons. Ils promettent même de prendre des sanctions contre le personnel du BBN si rien n'est fait dans l'immédiat pour inverser la tendance.

Cette situation s'observe au moment où des mesures ne cessent d'être prises pour lutter contre la consommation de ces boissons. Ces derniers jours, le BBN a suspendu la vente de certaines boissons à haut degré d'alcool, telles que Sapor Wine, Hana Wine, Tagata, Anavino, etc., en raison de leurs effets néfastes sur la santé humaine. Dès lors, de nombreux commerçants (grossistes, semi-grossistes et détaillants) ont

même subi des pertes suite à cette mesure, car ils disposaient encore de stocks de ces boissons désormais interdites.

Il y a même la loi N° 1/03 du 4 janvier 2011 portant sur le Système National de Normalisation, Métrologie, Assurance de la Qualité et Essais qui prévoit plusieurs sanctions, notamment la suspension des certificats pour les entreprises déjà certifiées, le retrait et la destruction des marchandises non conformes ou non certifiées ainsi qu'une amende pouvant atteindre le triple de la valeur des marchandises saisies. Pourtant, ces boissons s'observent et sont consommées à tire larigot par la population au vu et au su des administratifs.

La consommation de certaines boissons alcoolisées est entraîné de semer la panique

ECONOMIE

EACOA 2026

Quid de la valeur ajoutée pour le Burundi ?

Le Burundi va beaucoup profiter du 5^{ème} Congrès Est-Africain des Comptables (EACOA 2026). Il va bénéficier des connaissances approfondies sur la profession comptable et des devises. C'est un atout incommensurable pour le secteur touristique, car c'est une occasion en Or pour les invités qui vont visiter le Burundi et découvrir sa beauté. De retour, ces derniers seront des ambassadeurs du Burundi dans leurs pays respectifs



Frédéric Gahungu, président de l'OPC : « Ce congrès aura une valeur ajoutée pour le Burundi ».

Le Burundi à travers l'Ordre des Professionnels Comptables (OPC) s'active pour organiser le 5^{ème} Congrès Est-Africain des Comptables (EACOA 2026) prévu du 22 au 24 avril 2026 sous le thème «Promouvoir la durabilité par l'innovation dans la profession comptable».

Selon Frédéric Gahungu, président de l'OPC, ce congrès aura une valeur ajoutée pour le pays. Puisqu'il s'agit d'un congrès régional, il y aura beaucoup d'invités. La majorité de ces derniers viendront de l'East African Community. Pourtant, il y aura d'autres invités en provenance d'autres pays en dehors de l'East African Community.

Selon lui, toutes ces personnes viendront avec une expertise en matière d'information financière. Ils passeront deux jours ensemble à étudier et à comprendre la profession comptable. Un autre atout est que tout ce monde viendra avec des devises dont le Burundi a fortement besoin, martèle Gahungu. Ils vont se déplacer, se nourrir et se loger ici.

Le secteur touristique en profitera

C'est une occasion en or pour les participants au congrès qui viennent de l'étranger de découvrir la beauté du Burundi. Ils prendront du temps pour le visiter et le comparer au reste du monde. Juste après, ils pourront visiter les beaux sites touristiques du pays.

Medar Muzaneza, président du comité de préparation dudit congrès laisse entendre que ce congrès est un évènement très important où tous les experts comptables régionaux et internationaux vont échanger l'expérience sur la profession comptable, la transformation numérique et la bonne gouvernance financière.

Il invite alors tous les professionnels comptables à se faire inscrire rapidement pour y participer. La date limite est fixée au 16 juillet 2006.

Le Burundi sur la bonne voie dans la profession comptable

L'OPC indique que le Burundi est sur la bonne voie pour bien se positionner dans la profession comptable. Il vient déjà en 5^{ème} position dans l'EAC après le Kenya, l'Ouganda, la Tanzanie et le Rwanda par rapport aux pays qui ont intégré la Fédération Internationale des Comptables (IFAC), éclaire Gahungu.

Selon lui, le fait que le Burundi est déjà membre de l'IFAC est une étape importante, car il y a d'autres pays qui n'ont pas encore atteint ce stade. Il cite entre autres la République Démocratique du Congo, la Somalie et le Sud Soudan.

Pour cela, Gahungu affirme que le Burundi enregistre des avancées notoires dans la profession

comptable avec une évolution visible, car il profite de l'expérience des pays de l'Est africain en la matière. Il cite particulièrement le Kenya qui compte plus de 30 000 experts comptables. C'est ce même pays qui a parrainé le Burundi afin qu'il soit membre de l'IFAC.

La digitalisation au centre des activités de l'OPC

Il promet de suivre l'évolution de la situation mondiale pour promouvoir la profession comptable. Et de préciser qu'en tant que membre de l'IFAC, la digitalisation des informations sur la profession comptable est alors une nécessité pour faciliter l'accès à ces données.

Comme on est connecté au système international et national, les experts comptables burundais doivent adopter la digitalisation. Il précise d'ailleurs qu'ils se débrouillent bien dans ce domaine. A titre illustratif, ils suivent bien le rythme de la digitalisation introduite par l'Office Burundais des Recettes, renchérit-il.

De plus, ils collaborent bien avec les partenaires (cabinets internationaux) dans l'innovation et la digitalisation.

Quid du rôle d'un expert comptable ?

Gahungu indique que le rôle d'un expert comptable est crucial. A titre indicatif, un titre ou une obligation du trésor ne peut pas être soumis au marché des capitaux sans être certifié par un expert comptable qualifié et reconnu par l'OPC. Donc, tu ne peux pas être au marché des capitaux ou à la bourse sans avoir des états financiers certifiés et approuvés par un expert comptable reconnu par l'OPC ou par un autre ordre internationalement reconnu.

Quid de son profil ?

Au niveau de la formation, tu ne peux pas entrer dans la profession sans une formation minimale acceptable qui est le diplôme d'expert comptable. Et désormais, au Burundi, pour entrer dans la profession, il faut avoir ce diplôme. Et tous les arrangements ont été faits pour avoir ce diplôme.

De plus, il y a des techniques d'évaluation connues qui doivent être mises à jour par tout professionnel comptable. C'est par exemple au niveau de la comptabilisation des normes sur les rapports financiers dans les entreprises publiques et privées. Il doit apporter son expertise en matière de budget programme. Et d'ajouter la maîtrise de l'audit et la conduite des missions d'assurance qualité. Et comme les techniques changent du jour au jour, elles doivent être mises à jour. La discipline et le respect de l'éthique et de la déontologie ne sont pas épargnés. Ceux qui acceptent des pots de vin pour déclarer de faux rapports comptables n'ont pas de place dans la profession comptable. Le pire est ceux qui font le double bilan.

Maintenant, il y a une nouveauté qu'on va intégrer dans la profession comptable. C'est ce qu'on appelle la notion de durabilité dans les rapports financiers. C'est-à-dire que désormais, avec le système de durabilité qui est préconisé par l'IFAC, la notion du respect de l'environnement doit être mentionné dans le rapport financier. L'exemple qu'il donne est celui d'une entreprise qui extrait les mines, qui, après l'extraction des mines, ne remet pas en bon état le site dans le strict respect de l'environnement. Dans ce cas, cela doit être mentionné dans le rapport financier. C'est de même pour ceux qui opèrent dans le recyclage des déchets. Si tu ne

respectes pas l'environnement dans tes activités, cela doit être mis dans le rapport financier.

Autour de 700 experts comptables enregistrés à l'OPC

Au niveau de l'Ordre des Professionnels Comptables du Burundi, cinq catégories d'experts comptables sont enregistrées.

La première catégorie c'est ce qu'on appelle les auditeurs qui sont estimés à 100 au Burundi. Ils donnent leur opinion sur les rapports financiers.

La deuxième catégorie est constituée de ce qu'on appelle les comptables indépendants. Ces derniers ne donnent pas leur opinion sur les rapports financiers. Ils ne font que certifier les états financiers. Ils sont autour de 120 ou 130.

La troisième catégorie est faite des fiscalistes qui déposent les bilans. Ils sont autour de 50.

La quatrième catégorie est composée des comptables des entreprises. Ils ont des contrats qui les lient avec les employeurs. Ces derniers sont nombreux, car ils sont estimés à plus de 200 ou 300.

La dernière catégorie est constituée de stagiaires. Quand tu vas entrer dans la profession après avoir suivi une formation, tu dois faire des stages dans des cabinets ou des structures un peu plus indépendantes. Ils sont autour de 80 et 100.

Notons qu'au total, l'OPC compte environ 700 membres. Ces derniers doivent suivre une formation de 40 heures chaque année.

Jean Marie Vianney Niyongabo

BurundiEco
Media - Part - Station

C.d'Uvira, Immeuble Hope Design

Référence CNC : 100/CNC/236/2012
Parution le vendredi

Rédacteur en chef :
Mélance Maniragaba

Service commercial :
+257 22 277868 / 65800014

Taux de change du 17 Avril 2026		
	Marché officiel	
Monnaies étrangères	Acheteur	Vendeur
Dollar USA	2961	3009
Euro	3488	3544
Shi. Kenyan	22,9221	23,2918
Shi. Tanzanien	1,1345	1,1528
Shi. Ougandais	0,7970	0,8098
Fr Rwandais	2,0251	2,0578

Sources : BRB/www.brb.bi

Quand la construction d'une maison à Bujumbura devient un luxe

Construire une maison à Bujumbura est devenu aujourd'hui un luxe que seuls peude citoyens peuvent offrir. Entre la cherté de certains matériaux de construction et celle des services y relatifs, beaucoup de projets de construction se retrouvent ralentis ou purement et simplement abandonnés. Une régulation des prix, surtout pour les matériaux produits localement, s'avère d'une grande nécessité.

Selon les chiffres de l'Institut National de la Statistique du Burundi (INSBU), le coût des matériaux de construction des maisons à usage d'habitation a enregistré une hausse de 40,4% en juin 2025 par rapport à l'année précédente. Cette hausse s'explique par l'augmentation des prix, qu'il s'agisse de matériaux de construction produits localement ou importés. Comme l'explique Emmanuel Ndzizeye, ingénieur en génie civil, la construction d'une maison est devenue un défi que très peu de citoyens osent relever aujourd'hui. Il cite l'exemple d'une maison d'habitation simple qui se construisait à 300 millions de FBu il y a trois ans, et qui nécessite désormais 500 millions de FBu voire plus.



Les causes de cette flambée sont diversifiées, mêlant enjeux structurels et conjoncturels.

Les facteurs favorisant cette hausse sont nombreux et varient d'un produit à l'autre. Pour certains matériaux de construction produit localement comme les briques cuites, les prix ont connu une hausse de plus de 50 % en l'espace d'une année. Le constat est identique pour les agrégats : une benne de moellons se négocie aujourd'hui entre 230 000 et 240 000 FBu, tandis qu'une benne de sable s'achète à 110 000 FBu.

Les facteurs favorisant cette hausse sont diversifiés

Le fait que certains produits autrefois importés soient aujourd'hui fabriqués au Burundi n'a apparemment pas réduit leurs coûts. Le prix du ciment produit par la Burundi Cement Company (BUCECO) a connu une hausse quasi continue entre 2020 et 2025 marquée par des ajustements officiels et des spéculations sur

le marché noir. Le ciment du type 32,5R, le plus utilisé, est passé de 24 500 FBu en 2021 à 55 000 FBu en 2026.

Les fers à béton et les tôles, bien que fabriqués au Burundi, voient également leurs tarifs grimper sans cesse. Un fer à béton de 12 mm fabriqué par Fabrimetal s'achète aujourd'hui à 75 000 FBu contre 60 000 FBu en 2024. Celui de 10 mm coûte désormais 52 000 FBu contre 43 000 FBu en 2024, et celui de 8 mm est passé de 28 000 FBu à 32 000 FBu sur la même période.

Les causes de cette flambée sont diversifiées. Les extracteurs de sable de la rivière Mugere dans la zone de Ruziba expliquent que la situation est aggravée par l'actuelle pénurie de carburant. Celle-ci pèse lourdement sur le transport des matériaux de construction depuis les sites de production. Le coût des trajets et du carburant consommé se répercute directement sur le prix final. A titre d'exemple, une course de "transville" qui coûtait 40 000 FBu il y a une année se négocie aujourd'hui à pas moins de 80 000 FBu à cause de la pénurie du carburant.

Par ailleurs, les importateurs des matériaux de construction tels que les tôles, la peinture ou l'acier font face à une rareté des devises. Ce qui les oblige à recourir au marché parallèle, renchérissant ainsi le coût de revient.

La main d'œuvre, un autre casse-tête

Au-delà des matériaux de construction, le coût de la main-d'œuvre a également bondi. Selon l'ingénieur Ndzizeye, un maçon recruté sur les places communément appelées main-d'œuvre ne touche pas moins de 35 000 FBu par jour, tandis que les aides-maçons perçoivent 20 000 FBu. Aujourd'hui, pour un chantier d'une maison simple, la main-d'œuvre peut coûter jusqu'à 2 millions de FBu par semaine et rien que pour la main d'œuvre. Il y a moins de trois ans, cette même somme suffisait à couvrir les frais de main-d'œuvre de l'élévation des murs jusqu'à la charpente. Comme il l'explique, cette envolée des tarifs est intrinsèquement liée à la cherté de la vie en général.

Les conséquences sont lourdes : le nombre de particuliers lançant des chantiers a drastiquement chuté. Emmanuel Ndzizeye confie qu'il pouvait autrefois diriger trois chantiers simultanément alors qu'il passe désormais des mois sans aucun client. Cette crise du bâtiment impacte aussi les loyers et nécessite une intervention de l'Etat pour réguler les prix dans le secteur et ceci dans l'intérêt de tous.

Florence Inyabuntu

EDUCATION

Pourquoi le système éducatif burundais est au bord de la rupture ?

Depuis 2010, le Burundi a transformé son école avec de nouvelles réformes comme l'Enseignement Fondamental et le système BMD. Mais aujourd'hui, le constat est amer : le niveau des élèves chute, les programmes sont mal adaptés et les classes sont surchargées. Malgré différentes propositions pour redresser la barre, leur mise en œuvre peine à être effective.



Dès son introduction, ce nouveau système éducatif a été confronté à de nombreux défis.

Depuis 2010, le Gouvernement du Burundi a entrepris une importante réforme du système éducatif à travers, notamment l'instauration de l'École Fondamentale au niveau de l'enseignement primaire et la réforme BMD (Baccalauréat, Master, Doctorat) au niveau de l'enseignement supérieur. Ces réformes visaient, entre autres, la conformité du système éducatif burundais avec ceux de la région. On affirmait aussi que ce système permettrait aux lauréats de créer eux-mêmes leur emploi pour pallier le problème du chômage au Burundi.

Dès son introduction, ce nouveau système éducatif a été confronté à de nombreux défis. La "résurrection" du système éducatif était évoquée dans chaque réunion visant le développement du pays, et avec raison, car l'éducation en est la pierre angulaire. Cependant, au lieu de porter des fruits, des solutions appliquées « à tâtons », ont davantage perturbé les élèves et leurs enseignants.

Un système éducatif mal conçu ?

Des réunions sectorielles, des états généraux de l'éducation et tant

d'autres initiatives ont été lancées pour essayer d'inverser la tendance. Malgré tous ces efforts, les résultats obtenus ne correspondaient pas aux attentes. Les parties prenantes se renvoyaient la balle : pour certains, la faute incombait aux enseignants et pour d'autres, aux apprenants, tandis que d'autres encore accusaient le système en soi d'être mal conçu.

Norbert Nijimbere est enseignant depuis plus d'une vingtaine d'années. Il affirme que le système éducatif actuel souffre d'un défaut de conception majeur. S'il est vrai qu'un système doit évoluer pour s'adapter aux mutations du monde, pour le cas du Burundi le problème réside dans l'élaboration des programmes dont la forme et la densité trahissent un manque d'expertise de la part des concepteurs. Il donne l'exemple de l'enseignement des langues où certains textes sont d'une telle complexité que les enseignants eux-mêmes peinent à les assimiler avant de les dispenser.

Il ajoute que cette réforme a également instauré un système de promotion collective au détriment

de l'excellence académique. « En supprimant le concours de 6ème année, la priorité semble être passée de la transmission du savoir à la maximisation du taux de passage d'un niveau à l'autre. Cette approche, souvent dictée par les exigences des bailleurs de fonds au détriment de la formation d'une véritable élite intellectuelle, handicape les élèves qui progressent sans bases solides », regrette-t-il.

Des causes profondes

Développant le thème « Le système éducatif burundais: de la démocratisation à l'impasse (1973-2026) », le Professeur Evariste Ngayimpinda a expliqué que le déclin de la qualité de l'éducation au Burundi trouve ses racines dans une première rupture fondamentale liée à la dévalorisation de la fonction enseignante. Le secteur a été dévalorisé en y orientant les élèves faibles, créant un cycle où ceux qui maîtrisent le moins les savoirs sont chargés de les transmettre.

Ce phénomène s'est accentué à la fin des années 90 et au début des années 2000 avec la « mondialisation de l'école » et l'émergence des

collèges communaux. Selon lui, cette éducation pour tous, bien que louable dans son intention d'inclusion, a fini par privilégier la quantité sur l'excellence, marquant une rupture nette avec les années 70 et 80 où le système visait avant tout la formation d'une élite intellectuelle rigoureuse.

L'avènement du nouveau régime lors de la rentrée scolaire 2005-2006 a amplifié cette crise avec l'instauration de la gratuité des frais scolaires. Comme il l'explique, si le principe est excellent sur le plan social, l'absence totale de mesures d'accompagnement a conduit à un débordement ingérable des effectifs. Tout comme pour la gratuité des soins de maternité lancée en 2005, cette politique a provoqué une surcharge des infrastructures sans les garde-fous nécessaires, impactant directement la qualité de l'apprentissage.

Parallèlement, l'introduction du système BMD à l'université et du système fondamental au primaire et au secondaire a imposé une mutation profonde marquée notamment par la « kirundisation ». Le professeur s'interroge sur la pertinence de placer le Kirundi au centre de l'apprentissage : « Une langue parlée uniquement au Burundi peut-elle réellement produire des intellectuels capables de rivaliser sur un marché du travail régional ou mondial où la maîtrise des langues étrangères est une barrière infranchissable ? », s'interroge-t-il.

Son analyse pointe aussi une politisation croissante et une forme d'hypocrisie institutionnelle qui menace l'avenir du pays. « Cette hypocrisie est d'autant plus flagrante que les cadres chargés d'implémenter la réforme du système fondamental et la kirundisation choisissent d'envoyer

leurs propres enfants dans des écoles privées ou internationales qui ignorent ces contraintes. En agissant ainsi, ils démontrent leur conscience du danger que ce système fait peser sur la jeunesse », estime-t-il.

Que faire pour inverser la tendance ?

Une commission technique a été mise en place au mois de février 2025 à Gitega afin de proposer des solutions visant à améliorer la qualité du système éducatif burundais. Pour cette commission, rétablir la classe de 10ème année serait essentiel pour relever le niveau de l'éducation, car les connaissances des élèves ont drastiquement chuté. Comme l'ont expliqué ces experts, la suppression de cette année scolaire avait entraîné une réduction significative des heures de cours. Alors que les normes de l'UNESCO exigent un minimum de 1 050 heures de cours par an, les élèves ne restent en classe qu'une fraction de ce temps. Ce groupe d'experts a également proposé la suppression de la section des Sciences sociales et humaines.

Par ailleurs, ces experts ont constaté que les étudiants des facultés de l'Université du Burundi, ainsi que de l'Institut de Pédagogie Appliquée (IPA) ainsi que de l'École Normale Supérieure (ENS) manquent de compétences suffisantes dans leurs domaines d'études. Ils ont donc recommandé de prévoir une année supplémentaire à leur cursus afin qu'ils suivent quatre années d'études au lieu de trois. Durant cette année additionnelle, les futurs enseignants auront l'occasion de se familiariser avec le métier à travers un encadrement pédagogique renforcé.

Florence Inyabuntu

Projet PRODECI-TURIKUMWE

Les réfugiés et la communauté hôte bénéficiaires jubilent

Le coût du charbon de bois devient de plus en plus prohibitif. Il s'est doublé et même triplé par rapport au prix de ce même produit ces derniers jours. Les usagers alertent sur cette situation. Un environnementaliste contacté indique que cela est lié à la démographie galopante qui s'observe. La demande est supérieure à l'offre. Et d'ajouter le surcoût du transport lié à la pénurie du carburant. Il demande de faire recours aux autres sources d'énergie comme alternative



Léonard Mubengwa, réfugié habitant le camp de Bwagiriza II rencontré sur la colline Nombe : «Le projet Prodeci-Turikumwe m'a choisi pour être formé sur les bonnes pratiques agricoles en 2023».

estimés à 13 personnes mangent trois fois par jour. Ils se nourrissent des aliments qui contiennent tous les éléments nutritifs, car ils mangent des œufs, des légumes, de la viande, etc.

Ses enfants se portent bien. Ils n'ont pas de souci avec les matériels scolaires et l'accès aux soins de santé. Mubengwa remercie alors le gouvernement du Burundi et la Banque Mondiale qui ont initié le projet Prodeci-Turikumwe.

Pour le moment, il précise que sa famille ne peut pas dormir ventre creux même si l'assistance alimentaire du HCR a été sensiblement réduite. Son épouse Nivyimana renchérit que Prodeci-Turikumwe a fait qu'elle collabore bien avec son mari. Dans ce sens, la gestion du trésor familial est bonne.

Nivyimana affirme également que la collaboration avec la communauté hôte est sans tâche. Et d'ailleurs, elle laisse entendre que c'est cette communauté qui participe en premier lieu à la sécurisation de leurs champs.

Les réfugiés du camp de Kavumu excellent dans la cuniculture

Ramazani Bucumbi, réfugié habitant le camp de Kavumu situé dans la commune Cankuzo de la province de Buhumuza remercie également le projet Prodeci-Turikumwe qui a offert à sa famille 3 lapins pour lui permettre de pratiquer l'élevage des lapins. Pour le moment, il dispose de plus de 60 lapins.

Grâce à l'argent tiré de cet élevage, il a acheté deux chèvres et deux poules pondeuses. Bucumbi affirme que l'élevage des lapins a amélioré les conditions de sa famille. S'il vend 3 ou 4 lapins, il parvient à encaisser plus de 100 000 FBu, une somme qui va lui permettre de faire soigner ses deux enfants qui souffrent des maladies chroniques.

Pour le moment, le rendement agricole est bon, car il utilise les fertilisants et l'urine issus de

l'élevage des lapins. Il précise que ses enfants mangent de la viande chaque fois qu'ils le souhaitent, car les lapins en disposent en suffisance.

Le manque de marché d'écoulement, un défi majeur

Le seul défi qu'il évoque est le manque de marché d'écoulement pour ces lapins et l'urine qu'ils génèrent. Du reste, il affirme que l'élevage des lapins est rentable. Il suffit de disposer de temps suffisant pour les nourrir et les soigner. Le lapin peut mettre bas 12 lapereaux d'un seul coup et cela 6 fois l'année.

Faida Jolie, mère de 6 enfants et réfugiée habitant le camp de Kavumu affirme également que l'élevage des lapins est rentable. Grâce au projet Prodeci-Turikumwe qui lui a offert 3 lapins au début, elle fait savoir qu'elle a pour le moment une soixantaine de lapins. Sa famille se procure de la viande du lapin chaque fois qu'elle en a besoin. Grâce aux moyens financiers qu'elle tire de l'élevage des lapins, elle affirme que ses enfants mangent et s'habillent convenablement.

L'impact du projet Prodeci-Turikumwe remarquable au camp de Musasa

Kibasa Mabasa, père de 9 enfants et réfugié habitant le camp de Musasa remercie également le projet PRODECI-TURIKUMWE du fait qu'il lui a permis de pratiquer l'élevage des porcins. Pour le moment, il dispose de 4 porcins.

Grâce à l'argent tiré de l'élevage des porcins, il pratique aussi l'élevage des chèvres. Kibasa est ravi du fait que les conditions de vie de sa famille se sont améliorées. Pour le moment, il ne compte pas seulement sur l'assistance du HCR, car il a d'autres sources de revenus. Il peut même contracter une dette auprès de ses voisins, car il est pour le moment crédible.

C'est de même pour Jean Bosco Setsa, père de 2 enfants et réfugié



Kahindu Anazore, mère de 4 enfants et réfugiée habitant le camp de Nyankanda remercie le projet Prodeci-Turikumwe du fait que c'est grâce à lui qu'elle a ouvert une boutique dans les enceintes de ce camp.

habitant le camp de Musasa. Grâce au projet PRODECI-TURIKUMWE qui lui a offert un montant de plus de 4 millions de FBu, il s'est décidé à opérer dans le domaine du transfert d'argent et d'unités à travers Lumicash et Bancobu-enoti.

Il parvient à enregistrer un montant de plus de 200 000 FBu par mois à travers les commissions. Et cela lui permet d'améliorer les conditions de vie de sa famille sans attendre l'appui du HCR.

Prosper Rubibi, réfugié habitant également le camp de Musasa abonde dans le même sens. Avec un soutien financier de plus de 4 millions de FBu qu'il a bénéficié grâce au projet PRODECI-TURIKUMWE, il exerce le métier de transfert d'argent électronique et d'unités à travers Lumicash et Bancobu enoti. Pour le moment, Rubibi indique que sa famille trouve facilement de quoi manger sans attendre l'appui du HCR.

PRODECI-TURIKUMWE présent même au camp de Nyankanda

Kahindu Anazore, mère de 4 enfants et réfugiée habitant le camp de Nyankanda situé dans la commune Ruyigi remercie le projet Prodeci-Turikumwe du fait que c'est grâce à lui qu'elle a ouvert une boutique dans les enceintes de ce camp. Elle vend en grande partie des produits cosmétiques d'une valeur de 5 600 000 FBu. Elle indique qu'elle a commencé cette activité en 2024.

Pour le moment, son business devient de plus en plus florissant. Avec l'argent tiré de ce business, elle a aussi investi dans l'aviculture. Pour le moment, elle a un poulailler qui abrite 36 poules pondeuses. J'ai aussi acheté deux porcins, ajoute-t-elle.

Elle indique que pour le moment, les conditions de vie de sa famille se sont améliorées. Ses enfants parviennent à trouver tout ce dont ils ont besoin, car le HCR ne leur donne pas tout. Son assistance demeure insuffisante. Ils mangent bien et vaquent à leurs activités scolaires sans problème.

Mme Ahishakiye enregistre des avancées significatives

C'est de même pour Mme Charlene Ahishakiye, habitant la colline Munyinya de la commune Ruyigi en province de Buhumuza. Avec l'appui du projet PRODECI-TURIKUMWE, elle a ouvert une boulangerie. On y fabrique du pain et des beignets.

Grâce à l'argent tiré de cette boulangerie, elle a acheté une terre cultivable pour un montant de 15 millions de FBu et une motocyclette pour 7 200 000 FBu.

Pour le moment, elle a une boutique garnie d'articles divers. Elle affirme que sa famille se porte bien. Ses conditions de vie sont devenues bonnes grâce au projet PRODECI-TURIKUMWE. Dans l'avenir, elle indique qu'elle souhaite acheter un véhicule de transport rémunéré.

Un gain de 11 millions de FBu après seulement une année

Jeannine Nijimbere, habitant la colline Kagurwe de la commune Muyinga dans la province Buhumuza n'est pas épargnée. Prodeci-Turikumwe lui a offert

un soutien financier de plus de 5 millions de FBu. Avec ce budget, elle a ouvert une boutique à Gasorwe.

Après une année, elle avait enregistré un bénéfice de 11 millions de FBu. Elle a immédiatement acheté une maison à Gasorwe pour un montant de 8 millions de FBu. Elle a également acheté un terrain agricole pour un montant de 2 millions de FBu. Elle indique que son business devient de plus en plus florissant.

Elle compte étendre sa boutique dans l'avenir. Elle remercie le projet Prodeci-Turikumwe qui lui a permis d'atteindre ce stade. Pour le moment, sa famille se porte bien. Elle se nourrit bien avec des aliments riches en éléments nutritifs.

Coopérative Dukorere hamwe tubane mumahoro : 128 caprins enregistrés

Amissi Barumwete, président de la coopérative Dukorere hamwe tubane mumahoro rencontré sur la colline Gikwiye de la commune Muyinga remercie aussi le projet PRODECI-TURIKUMWE. Avec son appui, cette coopérative s'est lancée dans le secteur agropastoral. Elle a acheté en premier lieu 102 chèvres.

Après seulement une période de 10 mois, cette coopérative a 128 caprins. Barumwete indique que les membres de cette coopérative estimée à 34 dont 12 hommes et 22 femmes ont boosté le rendement agricole, car les fertilisants sont devenus disponibles. Et de préciser qu'ils comptent acheter des bovins dans l'avenir.

Les bénéficiaires remercient alors le gouvernement du Burundi et la Banque Mondiale pour avoir initié le projet PRODECI-TURIKUMWE. Ils demandent son extension pour qu'il n'y ait personne qui reste en arrière dans le développement.

Plus de 2000 microentreprises appuyées

2 011 microentreprises dont 50,2% pour les communautés hôtes, 49,8% pour les réfugiés et 50,2% pour les femmes ont été appuyées par le projet PRODECI-TURIKUMWE.

Les activités développées sont entre autres la promotion des cultures du maïs et du haricot associé à l'élevage des bovins, des caprins, des porcins et des poules pondeuses.

On a également les activités génératrices de revenus centrées beaucoup au commerce alimentaire, au commerce général, à la restauration et à la boulangerie. Et d'ajouter les services de salon de coiffure ou de beauté, de transfert monétaire, de recharge des téléphones, du commerce des accessoires de téléphone, du commerce des pièces de rechanges des vélos, la couture, etc.

Et de conclure que 7 986 membres des coopératives et associations dont 4 440 femmes ont été appuyées par le projet. Les cultures développées sont entre autres les cultures du maïs, du riz, de l'avocat, de pomme de terre et de soja associées à l'élevage du bovin laitier, d'embouche bovine, de caprins, de porcins et de poules pondeuses. Et d'ajouter la pisciculture associée à l'élevage des poules, la culture de champignons et l'apiculture.

Les bénéficiaires du projet PRODECI-TURIKUMWE habitant les camps des réfugiés et les communautés hôte se réjouissent du fait que ce projet leur a permis d'améliorer leurs conditions de vie. Ils opèrent dans le secteur agropastoral, la cuniculture, le petit commerce, etc. 2 011 microentreprises ont été appuyées par le projet. 7 986 membres des coopératives et associations dont 4 440 femmes regroupés dans 134 coopératives et associations ont été appuyés par le projet. Ils demandent son extension pour qu'il n'y ait personne qui reste en arrière dans le développement

Dans un entretien fait le 18 mars 2026 avec Léonard Mubengwa, réfugié habitant le camp de Bwagiriza II situé dans la commune Ruyigi de la province Buhumuza et père de 11 enfants rencontré sur la colline Nombe affirme que le projet Prodeci-Turikumwe lui a choisi pour être formé sur les bonnes pratiques agricoles en 2023.

En plus de ces formations, on lui a offert des semences et des fertilisants pour le permettre de se lancer dans le métier d'agriculteur. C'est à partir de ce moment qu'il a commencé à cultiver certaines cultures telles que le maïs, riz, le manioc, etc. Mubengwa fait savoir qu'il a commencé à exercer ce métier sur une superficie d'un hectare.

Mubengwa se positionne bien dans le secteur agropastoral

Pour le moment, il exploite 2 hectares. Il se réjouit du fait que le rendement est bon grâce aux connaissances et intrants de bonne qualité acquis à travers le projet Prodeci-Turikumwe. «Je récolte des tonnes et des tonnes de maïs, de riz, de manioc, de bananes, etc. Ça dépend de ce que je cultive », indique Mubengwa.

Une partie de la récolte est conservée. L'autre est écoulée sur le marché. L'argent tiré de la récolte est mis sur son compte ouvert à la Banque de Credit de Bujumbura (BCB). Et petit à petit, il fait remarquer qu'il a même ouvert une boutique au camp de Bwagiriza II qui contient différents articles avec ses propres fonds.

Il s'est acheté des porcins pour pratiquer l'élevage et parvenir à se procurer facilement les fertilisants. Pour le moment, il a 4 porcins. De plus, il s'est acheté des poules pondeuses pour bénéficier des œufs afin de permettre à ses enfants de bien manger et ainsi que de combattre la malnutrition. Il dispose de 12 poules et d'une bicyclette.

Mubengwa se réjouit alors du fait que les membres de sa famille

Commune Mpanda

Une maladie inconnue fait des morts et inquiète les autorités sanitaires

Une maladie encore non identifiée frappe la commune de Mpanda, en province de Bujumbura, depuis fin mars 2026. Déjà responsable de plusieurs décès, elle mobilise les autorités sanitaires burundaises et leurs partenaires internationaux, alors que les premières analyses écartent les grandes fièvres hémorragiques.



En commune Mpanda de la province Bujumbura, une maladie mystérieuse inquiète plus d'un.

Une maladie mystérieuse a été signalée fin mars 2026. L'alerte a été donnée dans la commune de Mpanda de la province de Bujumbura où une maladie inconnue a commencé à se manifester à la fin du mois de mars 2026. Selon le gouverneur de la province de Bujumbura, Aloys Ndayikengurukiye, les premiers cas ont été observés au début du mois d'avril. L'information a été rendue publique lors d'une réunion tenue le 6 avril 2026 entre le chef de l'Etat et les responsables des communes Mukaza, Ntahangwa et Mugere consacrée aux questions d'hygiène et d'assainissement. Sur le terrain, des sources locales font état d'une situation préoccupante : au moins cinq personnes auraient déjà succombé à cette maladie, sur plus de vingt cas recensés jusqu'au 7 avril 2026.

Les personnes touchées présentent des symptômes inquiétants, notamment une forte fièvre, des diarrhées et des selles contenant

du sang. D'autres signes rapportés incluent des maux de tête, des vomissements, une grande fatigue, des douleurs abdominales et parfois la jaunisse ou la présence de sang dans les urines.

Face à cette situation, les autorités sanitaires ont rapidement déclenché des mécanismes de riposte. Des

équipes composées de médecins, de techniciens de santé, d'experts en santé animale et de spécialistes de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) ont été déployées dans les zones touchées, notamment sur les collines Rugazi et Kibuye. Ces équipes assurent à la fois la prise en charge des malades, le suivi des contacts et les investigations

nécessaires pour comprendre l'origine de cette maladie.

Le gouvernement rassure, les investigations se poursuivent

Dans une déclaration officielle publiée le 11 avril 2026, la ministre de la Santé Publique, Dr Lydwine

Baradahana, a indiqué que plusieurs analyses ont été réalisées pour détecter d'éventuelles maladies hautement contagieuses. Les tests ont notamment porté sur des pathologies telles qu'Ebola, Marburg, la fièvre jaune, la fièvre de la Vallée du Rift et la fièvre hémorragique de Crimée-Congo. A ce stade, tous les résultats se sont révélés négatifs, écartant ainsi ces maladies graves.

Malgré des résultats jugés rassurants, les recherches se poursuivent activement pour identifier l'agent responsable. Des échantillons ont été envoyés dans des laboratoires étrangers pour des analyses approfondies. Les autorités appellent la population à la vigilance en insistant sur le respect des mesures d'hygiène, notamment le lavage régulier des mains et la consultation rapide des structures de santé en cas de symptômes suspects. Elles invitent également la population à éviter la propagation des rumeurs et à se fier uniquement aux informations officielles.

Le gouvernement burundais affirme que toutes les dispositions ont été prises pour contenir la situation et protéger la population, tout en réaffirmant son engagement à collaborer avec la communauté internationale pour faire face à cette crise sanitaire.

Gilbert Nkurunziza

SPORT

Tour féminin Yennenga 2026 : Odette Nsengiyumva porte les espoirs du Burundi

Engagée dans la première édition du Tour féminin Yennenga au Burkina Faso, la cycliste burundaise Odette Nsengiyumva affiche ses ambitions. Entre préparation rigoureuse, soutien de partenaires et obstacles imprévus, elle entend hisser haut les couleurs nationales.

La Burundaise Odette Nsengiyumva représente le Burundi au Tour féminin Yennenga édition 2026. C'est une compétition internationale de cyclisme féminin qui se déroule du 13 au 19 avril 2026 au Burkina Faso. Cette première édition réunit sept nations africaines, à savoir le pays hôte, le Burundi, le Cameroun, le Ghana, le Mali, la Mauritanie et le Nigéria. L'épreuve s'étend sur six étapes totalisant plus de 373 kilomètres à travers différentes régions du Burkina Faso, avec pour l'objectif de promouvoir le sport féminin, la cohésion sociale et l'unité africaine.

La participation du Burundi à cette compétition fait suite à une invitation de la Fédération burkinabè de cyclisme. Aux côtés d'Odette Nsengiyumva, trois autres cyclistes burundaises ont été sélectionnées : Darlène Tuyizere, Adeline Nimfasha et Chantal Uwineza. Ensemble, elles défendront les couleurs nationales dans une compétition qui s'annonce relevée.

Une préparation solide malgré les obstacles

Dans une interview accordée

au journal Burundi Eco, Odette Nsengiyumva se dit prête à affronter les meilleures cyclistes du continent. « Je me suis bien préparée, tant physiquement que mentalement », affirme-t-elle, soulignant l'intensité des entraînements réalisés avec son entraîneur. L'athlète nourrit de grandes ambitions et espère revenir avec des médailles. Elle reconnaît toutefois que sa préparation n'a pas été exempte de difficultés. Un stage d'entraînement qui était prévu en Afrique du Sud, du 1er au 30 mars 2026, n'a finalement pas eu lieu. Selon elle, les responsables chargés de son inscription n'ont pas effectué les démarches nécessaires, sans fournir d'explication. « J'avais pourtant le droit d'y participer », regrette-t-elle.

Malgré cet imprévu, la cycliste a pu compter sur le soutien de partenaires locaux. La Banque Commerciale du Burundi (BANCOBU) lui a apporté un appui matériel, notamment pour le ravitaillement et la récupération.

De son côté, l'assurance BIC lui a fourni une couverture santé et voyage, facilitant ainsi ses déplacements et ses entraînements, au Burundi comme à l'étranger.

Une championne attendue au tournant

Pour Mlle. Nsengiyumva, cette participation intervient dans un contexte particulier. En novembre 2025, elle a été sacrée meilleure cycliste féminine d'Afrique lors des Africa Cycling Excellence Awards organisés au Rwanda. Cette distinction continentale est venue récompenser un parcours marqué par des années de discipline, d'efforts et de persévérance.



La cycliste Odette Nsengiyumva espère remporter une médaille au Burkina Faso.

Originnaire de la province de Gitega, commune Gishubi, zone Buraza, la cycliste incarne aujourd'hui l'espoir du Burundi dans cette compétition. Nombreux sont ceux qui attendent d'elle une performance à la hauteur de son statut. Face à une concurrence de haut niveau, Odette Nsengiyumva devra confirmer son talent et prouver qu'elle reste

une référence du cyclisme africain féminin.

Le Tour féminin Yennenga, baptisé en hommage à la princesse légendaire Yennenga, figure historique du Burkina Faso, se veut un événement majeur du cyclisme féminin africain. Placée sous le patronage des autorités sportives,

cette compétition ambitionne de renforcer la visibilité des femmes dans le sport et de promouvoir les valeurs d'unité et de résilience sur le continent.

Gilbert Nkurunziza



VOULEZ -VOUS RENFORCER VOTRE
VISIBILITÉ? VOULEZ-VOUS OFFRIR
DES CADEAUX CUSTOMISÉS
DE FIN D'ANNÉE?

PARMI SA GAMME DE PRODUITS,
HOPE DESIGN VOUS PROPOSE
DES GOURDES PERSONNALISÉES

